

VENTE

SUR SAISIE IMMOBILIERE

**Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal Judiciaire de
ROANNE, Département de la Loire**

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

**Le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de
ROANNE, Département de la Loire, a tranché en
l'audience publique du**

La sentence d'adjudication suivante :

CAHIER DES CONDITIONS DE LA VENTE Clauses et Conditions
--

**Auxquelles seront adjugés, à l'audience de vente du Juge
de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de ROANNE,
au plus offrant des enchérisseurs, les biens et droits
immobiliers suivants :**

*Sur la commune de **REGNY** (42630), Rue de Verpière,
Le Bourg Jalla, : dans un ensemble immobilier soumis au
régime de la copropriété dénommé « Cité Jalla »,
composé de trois bâtiments et jardins, cadastré **section
AP n° 102**, lieudit « rue de Verpière », pour une
contenance de 13a et 47ca.*

Au 43 B rue de Verpière :

- ***Le lot n° 1 : Un débarras situé au sous-sol du Bâtiment
A,
Et les 3/1000èmes de toutes les parties communes
spéciales au Bâtiment A,
Et les 25/10000èmes de la propriété du sol et des parties
communes générales.***

- **Le lot n° 2** : Dans le bâtiment A, au sous-sol, **une cave**,
Et les 15/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment A,
Et les 123/10000ème) de la propriété du sol et des parties communes générales.
- **Le lot n° 8** : Dans le bâtiment A, au sous-sol, **une cave**
Et les 10/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment A,
Et les 81/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.
- **Le lot n° 9** : Dans le bâtiment A, au sous-sol, **une cave**,
Et les 22/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment A,
Et les 180/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.
- **Le lot n° 10** : **Un appartement** situé au rez-de-chaussée du Bâtiment A, côté nord du Bâtiment, comprenant salle à manger, trois chambres, cuisine, salle d'eau, W.C., rangement et dégagement,
Et les 216/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment A
Et les 1748/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.
- **Le lot n° 13** : Dans le Bâtiment A, au premier étage côté Nord du bâtiment, **un appartement** comprenant salle à manger, séjour, deux chambres, salle d'eau, cuisine, water-closet, rangement, dégagement,
Et les 217/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment A,
Et des 1756/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Etant précisé que les lots n° 10 et 13 sus désignés forment une seule unité d'habitation ayant au rez-de-chaussée cuisine, salle à manger, salle d'eau et deux chambres. A l'étage, trois chambres, salle de bain, W.C. et petite pièce.

- **Le lot n° 100** : Dans le Bâtiment B, au rez-de-chaussée, **un garage** d'une superficie de 15,10 m²,
Et les 493/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment B,
Et les 153/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.
- **Le lot n° 101** : Dans le Bâtiment B, au rez-de-chaussée, **un garage**,
Et les 507/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment B,
Et les 157/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Au 43 rue de Verpière :

- **Le lot n° 400** : Une parcelle de terrain en nature de passage de 47m²,
Et les 46/1000èmes des parties communes spéciales aux jardins,
Et les 59/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales,
- **Le lot n° 401** : Une parcelle de jardin d'une superficie de 224 m²,
Et les 223/1000èmes des parties communes spéciales aux jardins,
Et les 284/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales,
- **Le lot n° 402** : Une parcelle de jardin d'une superficie de 227 m²,
Et les 226/1000èmes des parties communes spéciales aux jardins,
Et les 287/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales,

PROCEDURE

La présente procédure de saisie immobilière et de distribution du prix est poursuivie

A l'encontre de

Monsieur Franck, Michel GRIFFON, né le 9 novembre 1965 à AMPLEPUIS (Rhône), de nationalité française, divorcé non remarié de Madame Maria DE ALMEIDA MARTINS selon jugement rendu le 10 janvier 1992 par le Tribunal de Grande Instance de Roanne (Loire) dont mention du 18 mars 1992, pacsé selon acte enregistré à Tarare (Rhône) le 5 juillet 2021, et demeurant 43 bis rue de Verpière à 42630 REGNY.

Aux requêtes, poursuites et diligences de

La **COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS**, Entreprise régie par le Code des Assurances, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 262 391 274,00 €, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS (75) sous le numéro 382.506.079 (SIRET 38250607900054), dont le siège social est Immeuble Austerlitz 2 - 59, avenue Pierre Mendès

France à 75013 PARIS, représentée par son directeur général domicilié es qualité audit siège

Ayant pour Avocat Maître Jean-Louis ROBERT dela SELARL ROBERT, Avocat inscrit au Barreau de ROANNE, y demeurant 2 bis rue Fontenille 42335 ROANNE, lequel se constitue sur la présente poursuite de vente.

Et ayant pour avocat plaidant Maître Frédéric ALLEAUME avocat associé de la SCP AXIOJURIS-LEXIENS, Avocat au Barreau de LYON, y demeurant Le Britannia - Bâtiment A - 20 Boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON, Tél : 04.78.28.59.17, Toque 786.

Suivant commandement du ministère de la SELARL GALLOTTI CHALAYE-GALLOTTI FOURNEL, Commissaires de Justice à ROANNE, y demeurant 25 rue Georges Ducarne, en date du 13 septembre 2023.

En vertu et pour l'exécution de :

La copie en due forme exécutoire d'un **jugement** réputé contradictoire et en premier ressort rendu le **31 janvier 2020** par le **Tribunal Judiciaire de VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE**, signifié à partie le 12 février 2020, et devenu définitif selon certificat de non appel dressé le 27 juillet 2020 (délai d'appel suspendu entre 11 mars 2020 et le 23 juin 2020 en raison de l'état d'urgence sanitaire), et en garantie duquel **inscription d'hypothèque provisoire** a été prise auprès du Service de la Publicité Foncière de ROANNE le 27 septembre 2019 Volume 4204P04 2019 V n° 1506, dont bordereau rectificatif publié le 2 décembre 2019 Volume 4204P04 2019 V n° 1862 et **convertie en inscription d'hypothèque définitive** le 22 septembre 2020 Volume 4204P04 2020 V n° 1397, et **inscription d'hypothèque légale** publiée le 29 juin 2023 Volume 4204P04 2023 V n° 997.

Pour avoir paiement de la somme de :

- Principal :
- selon jugement147 444,14 €
- intérêts capitalisés au taux de 4,08 %

- sur 136 954,13 € du 29.08.2019 au 29.08.2020.....	5 603,04 €
- sur 143 460,39 € du 30.08.2020 au 29.08.2021.....	5 853,15 €
- sur 149 313,57 du 30.08.2021 au 29.08.2022.....	6 091,99 €
- article 700 du CPC	1 000,00 €
- Intérêts au taux de 4,08 % sur 155 405,56 € du 30.08.2022 au 31.07.2023.....	5 854,15 €
- Frais :	3 354,25 €
- inscription HJP	1 148,00 €
- dénonciation HJP.....	105,99 €
- Bordereau rect HJP.....	34,00 €
- assignation.....	69,95 €
- Timbre CNBF.....	13,00 €
- Signification jugement.....	87,97 €
- inscription HJ def.....	69,00 €
- débours et émoluments inscription hypothèque légale Art 2401CC.....	1826,34 €
TOTAL A COMPTER DU 01.08.2023.....	175 200,72 €
Outres intérêts postérieurs à capitaliser au 29.08 au taux de 4,06 % sur 155 405,56 €	

Le coût du commandement et tous frais conséquents faits ou à faire, susceptibles d'être avancés par le créancier pour le recouvrement de sa créance et la conservation de son gage et sous réserve et sans préjudice de tous autres dus, droits et actions, des intérêts sur intérêts en cours, de tous autres frais et légitimes accessoires, offrant de tous détail et liquidation en cas de règlement immédiat et en tenant compte de tous acomptes qui auraient pu être versés.

Ce commandement de payer valant saisie contient les copies et énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, c'est-à-dire :

- 1) La constitution de Maître Jean-Louis ROBERT avocat associé de la SELARL ROBERT, Avocat au Barreau de LYON, y demeurant 2 bis rue Fontenille 42335 ROANNE, pour la COMPAGNIE EROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS, avec élection de domicile en son cabinet.
- 2) L'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré ;
- 3) Le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires ;
- 4) L'avertissement que le débiteur doit payer lesdites

sommes dans un délai de huit jours, qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente de l'immeuble se poursuivra et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du Juge de l'Exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure ;

- 5) La désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels porte la saisie immobilière, telle qu'exigée par les règles de la publicité foncière, ainsi qu'une copie de la matrice cadastrale.
- 6) L'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci auprès du service de la publicité foncière de ROANNE ;
- 7) L'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre ;
- 8) L'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du Juge de l'Exécution ;
- 9) La sommation, lorsque le bien fait l'objet d'un bail, d'avoir à indiquer au commissaire de justice les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;
- 10) L'indication qu'un commissaire de justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble ;
- 11) L'indication que le Juge de l'Exécution territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des contestations et demandes incidentes y afférentes est celui du Tribunal Judiciaire de ROANNE siégeant 5 bis place Georges Clemenceau 42300 ROANNE ;
- 12) L'indication que le débiteur qui en fait préalablement la demande peut bénéficier, pour la procédure de saisie, de l'aide juridictionnelle s'il remplit les conditions de ressources prévues par la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 portant application de ladite loi ;

- 13) L'indication, si le débiteur est une personne physique, que s'il s'estime en situation de surendettement, il a la faculté de saisir la commission de surendettement des particuliers instituée par l'article L. 712-1 du code de la consommation.
- 14) Si le créancier saisissant agit en vertu d'une transmission, à quelque titre que ce soit, de la créance contenue dans le titre exécutoire fondant les poursuites, le commandement vise en outre l'acte de transmission à moins que le débiteur n'en ait été régulièrement avisé au préalable.

Ce commandement, n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié pour valoir saisie auprès du service de la publicité foncière de ROANNE le 08 novembre 2023, Volume 4102P04 2023 S n°15.

Le service de la publicité foncière de ROANNE a délivré le 07 juin 2023 un état hypothécaire hors formalité et le 09 novembre 2023 l'état hypothécaire certifié à la date de publication du commandement de payer valant saisie, tous deux ci-annexés.

(Cf États hypothécaires hors et sur formalité ci-annexés)

De même et par exploit en date du 02 janvier 2023 délivré par la SELARL GALLOTTI CHALAYE-GALLOTTI FOURNEL, Commissaires de Justice à ROANNE, y demeurant 25 rue Georges Ducarne, a fait délivrer à Monsieur Franck, Michel GRIFFON assignation à comparaitre à l'audience d'orientation de Monsieur le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de ROANNE pour le jeudi 08 février 2024 à 09 heures.

(Cf assignation ci-annexée)

L'adjudication aura lieu en un lot pardessus la mises à prix ci-après indiquées :

**29 000,00 €
VINGT NEUF MILLE EUROS**

offerte par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des charges.

CLAUSES ET CONDITIONS SPECIALES

A - DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de ROANNE en UN LOT, des biens et droits immobiliers qui sont désignés comme suit au commandement sus indiqué :

Sur la commune de REGNY (42630), Rue de Verpière, Le Bourg Jalla, : dans un ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété dénommé « Cité Jalla », composé de trois bâtiments et jardins, cadastré section AP n° 102, lieudit « rue de Verpière », pour une contenance de 13a et 47ca.

Au 43 B rue de Verpière :

- ***Le lot n° 1 : Un débarras*** situé au sous-sol du Bâtiment A,
Et les 3/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment A,
Et les 25/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.
- ***Le lot n° 2 :*** Dans le bâtiment A, au sous-sol, ***une cave***,
Et les 15/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment A,
Et les 123/10000ème) de la propriété du sol et des parties communes générales.
- ***Le lot n° 8 :*** Dans le bâtiment A, au sous-sol, ***une cave***
Et les 10/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment A,
Et les 81/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.
- ***Le lot n° 9 :*** Dans le bâtiment A, au sous-sol, ***une cave***,
Et les 22/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment A,
Et les 180/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.
- ***Le lot n° 10 : Un appartement*** situé au rez-de-chaussée du Bâtiment A, côté nord du Bâtiment, comprenant salle

*à manger, trois chambres, cuisine, salle d'eau, W.C., rangement et dégagement,
Et les 216/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment A
Et les 1748/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.*

- ***Le lot n° 13*** : Dans le Bâtiment A, au premier étage côté Nord du bâtiment, **un appartement** comprenant salle à manger, séjour, deux chambres, salle d'eau, cuisine, water-closet, rangement, dégagement,
*Et les 217/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment A,
Et des 1756/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.*

Etant précisé que les lots n° 10 et 13 sus désignés forment une seule unité d'habitation ayant au rez-de-chaussée cuisine, salle à manger, salle d'eau et deux chambres. A l'étage, trois chambres, salle de bain, W.C. et petite pièce.

- ***Le lot n° 100*** : Dans le Bâtiment B, au rez-de-chaussée, **un garage** d'une superficie de 15,10 m²,
*Et les 493/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment B,
Et les 153/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.*
- ***Le lot n° 101*** : Dans le Bâtiment B, au rez-de-chaussée, **un garage**,
*Et les 507/1000èmes de toutes les parties communes spéciales au Bâtiment B,
Et les 157/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.*

Au 43 rue de Verpière :

- ***Le lot n° 400*** : **Une parcelle de terrain** en nature de passage de 47m²,
*Et les 46/1000èmes des parties communes spéciales aux jardins,
Et les 59/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales,*
- ***Le lot n° 401*** : **Une parcelle de jardin** d'une superficie de 224 m²,
*Et les 223/1000èmes des parties communes spéciales aux jardins,
Et les 284/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales,*
- ***Le lot n° 402*** : **Une parcelle de jardin** d'une superficie de 227 m²,
Et les 226/1000èmes des parties communes spéciales aux jardins,

Et les 287/10000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales,

L'ensemble immobilier a fait l'objet d'un règlement de copropriété contenant état descriptif de division selon acte reçu par Maître Yves GINET, notaire à ROANNE, le 18 mars 1986, publié auprès du service de la publicité foncière de VILLEFRANCHE SUR SAONE le 07 avril 1986, Volume 6246 numéro 26.

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

Selon acte en date du 03 octobre 2023, la SELARL GALLOTTI CHALAYE-GALLOTTI FOURNEL, Commissaires de justice à ROANNE y demeurant 25 RUE Georges Ducarne, a procédé à un procès-verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente ci-après annexé.

(Cf. PV Descriptif ci-annexé)

La copie de la matrice cadastrale et du plan cadastral délivrés par le Centre des Impôts Foncier de la Loire sont joints au présent cahier des conditions de la vente.

(Cf. extraits cadastraux ci-annexés)

B - RENSEIGNEMENTS SUR LA DATE D'ACHEVEMENT DES IMMEUBLES RECEMMENT CONSTRUITS (C.G.I. ANN. II, ART. 258)

Plus de 5 ans.

C - ORIGINES DE PROPRIETE

Immédiate

Lesdits biens et droits immobiliers appartiennent à Monsieur Franck, Michel GRIFFON ensuite de l'acquisition faite de Monsieur Jacques BRANDON, né le 05.08.1966 à SAINT-JUST LA PENDUE (42) et de Madame Florence CROZE, née le 14.08.1972 à SAINT AGREVE (07), aux termes d'un acte reçu par le 11 octobre 2012 par Maître Nathalie MARTIN-RIVOIRE, Notaire à THIZY, dont publication au Service de la Publicité Foncière de ROANNE le 12 novembre 2012 Volume 4204P04 2012 P n° 5789.

Antérieure

Ainsi qu'il résulte de l'acte reçu par Maître Nathalie MARTIN-RIVOIRE, notaire à THIZY, la propriété antérieure des biens saisis est la suivante :

« Les biens immobiliers objet des présentes appartiennent aux vendeurs, dans les proportions ci-dessus énoncées, en vertu des actes et par suite des faits suivants :

I-ACQUISITION DU 5 FEVRIER 1999 :

Les LOTS NUMEROS DEUX (2), HUIT (8), TREIZE (13), CENT (100) ET QUATRE CENT DEUX (402) et de la moitié indivise du LOT NUMERO QUATRE CENT (400) ont été acquis par Monsieur Jacques BRANDON et Madame Florence CROZE à concurrence de moitié indivis chacun en pleine propriété, de :

La société dénommée AGF, Société Anonyme au capital de 250 000,00frs, ayant son siège social à LYON (69002) 16 quai Perrache, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro B 403 663 669,

Suivant acte reçu par Maître Yves GINET, Notaire associé à ROANNE (Loire) le 5 février 1999

Moyennant le prix de CENT TRENTE MILLE FRANCS (130 000,00 frs) payé comptant et quittancé dans l'acte.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de ROANNE le 15 mars 1999, volume 1999 P numéro 1391.

II- DONATION DU 10 JUIN 2000 :

Les LOTS NUMEROS UN (1), NEUF (9), DIX (10), CENT UN (101) ET QUATRE CENT UN (401) et de la moitié indivise du LOT NUEMRO QUATRE CENT (400) appartiennent à Monsieur Jacques BRANDON, à concurrence de la totalité en pleine propriété, par suite de l'attribution qui lui en a été faite aux termes de 'acte de donation entre vifs en avance sur sa part successorale, par Monsieur et Madame Michel BRANDON, ses parents,

Suivant acte reçu par Maître Jean-François MAYERE, notaire associé à RONNA (Loire) le 10 juin 2000

Aux termes de cet acte, les biens et droits immobiliers objet de la donation ont été évalués à SOIXANTE MILLE EUROS (60 000,00€)

Une copie authentique de cet acte a été publiée au bureau des

hypothèques de ROANNE le 3 juillet 2000, volume 2000 P numéro 3283. »

Plus antérieure

Ainsi qu'il résulte de l'acte reçu par Maître Nathalie MARTIN-RIVOIRE, notaire à THIZY, la propriété antérieure des biens saisis est la suivante :

« l'origine de propriété plus antérieure telle qu'elle résulte de l'acte de vente du 5 février 1999 est ci- après littéralement transcrite :

ORIGINE DE PROPRIETE

Le BIEN VENDU appartient à la Société « AFG », venderesse, par suite de l'acquisition qu'elle en a faite avec plus grande étendue, moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte de la Société Anonyme dénommée « AU BON MARCHE MAISON ARISTIDE BOUCICAUT », au capital de neuf cent soixante dix sept millions huit cent trente sept mille francs, ayant son siège social à PARIS (7°) Rue du Bac et Rue de Sèvres, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le n° B 542.074.885, suivant acte reçu par Me RAQUIN, l'un des notaires soussignés, le 28 février 1996 dont une expédition a été publiée au bureau des Hypothèques de ROANNE le 22 mars 1996, volume 1996 P n°1663.

ORIGINE ANTERIEURE

Précédemment, LE BIEN VENDU appartenait à la Société « AU BON MARCHE ARISTIDE BOUCICA UT » sus-nommée, ainsi qu'il va être expliqué :

I- A l'origine, l'ensemble immobilier dont dépend LE BIEN VENDU appartenait à la Société « BOUSSAC SAINT FRERES - B.S.F. » par suite de l'acquisition qu'elle en avait faite, avec d'autres biens, de :

1^o) La Société en Commandite par actions dénommée « COMPTOIR DE

L'INDUSTRIE TECTILE DE FRANCE - BOUSSAC ET CIE »

2^o) de la S.A.R.L. des « ANCIENS ETABLISSEMENTSJALLA »

3^o) et de la S.C.P. de Construction et d'Habitation « SO.PARCO.DHA »

Lesdits biens dépendant de la liquidation des biens de Messieurs Marcel et Jean Claude BOUSSAC et des 58 sociétés du GROUPE BOUSSAC,

Aux termes d'un acte reçu par Me Marc DHONT, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle « Yves et Raphaël GHESQUIERES, Marc DHONT, Notaires Associés à TOURCOING », le 31 décembre 1979, publié au Bureau des Hypothèques de ROANNE le 28 février 1980, volume 5260, N°S 2,3 et 4 et publié le 21 janvier 1981, volume 5419, N°S 16, 17 et 18.

Lesdites sociétés et personnes physiques mises en liquidation de biens, aux termes d'un jugement rendu par le Tribunal de Commerce de PARIS le 5 Avril 1979.

Cette acquisition avait eu lieu moyennant le prix forfaitaire de SEPT CENT MILLIONS DE FRANCS pour l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers dépendant de ladite liquidation de biens.

Etant ici précisé :

¹ ⁰⁾ *Que suivant acte reçu par Me Yves GHESQUIERES, Notaire susnommé, le 20 Février 1980, Me Jacques GARNIER, Syndic près le Tribunal de Commerce de PARIS, co-syndic de la liquidation des biens des frères BOUSSAC et des 58 sociétés du GROUPE BOUSSAC, et le représentant de la Société « BOUSSAC SAINT FRERES — B.S.F. », avaient déclaré que c 'était à tort et par erreur si dans le jugement rendu par le Tribunal de Commerce de PARIS le 6 Avril 1979 ayant autorisé la vente à forfait de l'ensemble des actifs Immobiliers et immobiliers du GROUPE BOUSSAC :*

Le prix de la vente avait été ventilé sous la rubrique « MODALITES DE PAIEMENT » à la somme de 746 200 000 F, alors que le total des sommes ventilées ne pouvait excéder le prix de vente, soit 746 000 000 F.

² ⁰⁾ *Et qu 'aux termes d'un acte reçu par Me Yves GHESQUIERES, Notaire sus-nommé, le tableau des estimations des biens immobiliers compris dans l 'acte de cession à forfait sus-énoncé.*

Un extrait de l'acte de vente à forfait du 31 Décembre 1979, une expédition de l'acte du 20 Février 1980, et un extrait de l'acte du 4 Avril 1980 ont été publiés au Bureau des Hypothèques de ROANNE le 21 Janvier 1981, 5419, N°18.

Il est ici précisé que la dénomination « BOUSSAC SAIT FRERES — B.S.F. » est devenue « B.S.F. » puis « SEVRES PARTICIPATIONS ET GESTION » suivant délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de ladite société du 29 Juillet 1993, dont un extrait certifié conforme est demeuré annexé à la minute d'un acte reçu par Me GINET, l'un des Notaire soussignés, le 15 Septembre 1993.

11- Le tènement d'immeubles dont dépend LE BIEN VENDU composant le patrimoine social de la Société « SEVRES PARTICIPATIONS ET GESTION » sus-nommée. ont fait l'objet d'un apport, à titre de fusion-absorption, par cette dernière, au profit de la Société « AU BON MARCHÉ MAISON ARISTIDE BOUCICAUD » sus-nommée, aux termes d'un acte sous seing-privé en date à PARIS du 24 Novembre 1995 dont l'un des originaux est demeuré annexé à la minute de l'acte en constatant e dépôt, avec reconnaissance d'écritures et de signatures, dressé par Me Eric MALET, Notaire Associé à PARIS, le 26 Décembre 1995, enregistré à PARIS OUEST (7⁰) LE GROS CAILLOU, le 28 Décembre 1995, Bordereau 429, Case 1, aux droits de 500 F, et publié au Bureau des Hypothèques de ROANNE le 22 Février 1996, volume 1996 P, N01096.

Cette fusion a été approuvée ainsi qu 'il résulte des procès-verbaux des Assemblées Générales Extraordinaires des sociétés « AU BON MARCHÉ MAISON ARISTIDE BOUCICAUD » et « SPG » en date du 29 Décembre 1995.

Les copies certifiées conformes de ces procès-verbaux ont été déposées au rang des minutes de Me MALET, Notaire sus-nommé, suivant acte du 12 Janvier 1996, dont une copie authentique a été publiée au Bureau des Hypothèques de ROANNE.

Cet acte a été enregistré à PARIS OUEST (7^o) LE GROS CAILLOU, le 16 Janvier 1996, Bordereau 30, Case 2, aux droits de 1.220 F.

Origine encore plus antérieure -

* *Partie des immeubles appartenait au COMPTOIR DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE FRANCE, Société Anonyme ayant son siège à PARIS (2^o) 21 Rue Poissonnière, par suite de l'acquisition qu'elle en avait faite, moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte, de : M. Maurice Auguste Roger BESSON, demeurant à REGNY, époux de Mme Odette Marie DEZIGAUD ; suivant acte reçu par Me BAL, Notaire à SAINT-SYMPHORIEN-DE-LAY (Loire), le 17 Mars 1967, volume 3430, N^o9.*

* *Partie des immeubles appartenait à la S.A.R.L. « ANCIENS ETABLISSEMENTS JALLA », ayant son siège social à PARIS (2^o) 21 Rue Poissonnière, par suite de l'acquisition qu'elle en avait faite, de : la Société Anonyme de BLANCHIMENTS, TEINTURES ET IMPRESSIONS, au capital de 15.849.000 anciens francs, ayant son siège à LYON 3 Rue du Gare ; suivant acte sous seings privés en date à PARIS du 31 Août 1939, déposé au rang des minutes de Me LETULLE, Notaire à PARIS, le 28 Novembre 1939, dont une expédition a été transcrite au Bureau des Hypothèques de ROANNE le 12 Janvier 1940, volume 2182, N^o59. Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix dont partie a été payée comptant, et dont le surplus stipulé payable à terme l'a été depuis longtemps.*

En outre, cette vente a été confirmée et réitérée suivant acte reçu par Me BURTHE, Notaire à PARIS, suppléant de Me LETULLE, Notaire sus-nommé, le 12 Avril 1940

* *Et une dernière partie de ces biens appartenait à la Société « SO.PAR.CO.DHA » sus-nommée, au capital de 14.612.180 F, dont le siège social était à PARIS 19 Rue Poissonnière, savoir :*

Les constructions pour les avoirfait édifier,

Et le terrain, par suite de l'acquisition qu'elle en avait faite, moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte, de : Mme Yvonne Marie Josèphe DESVERNAY, Sans Profession, épouse de M. René Marie Joseph Albert Roger Comte PALLUAT DE BESSET, avec lequel elle demeurait à SAINT ETIENNE (Loire) 58 Rue du 11 Novembre ; suivant acte reçu par Me BAL, Notaire sus-nommé, le 18 Juin 1966, dont une expédition a été publiée au Bureau des Hypothèques de ROANNE le 7 Juillet 1966, volume 3365, N^o9.

L'origine de propriété plus antérieure, telle qu'elle résulte de l'acte de donation du 10 juin 2000 est ci-après littéralement transcrite :

* *ORIGINE DE PROPRIETE -*

Le bien donné dépend de la communauté légale de biens meubles et acquêts existant entre Monsieur et Madame BRANDON, donateurs aux présentes, par suite de l'acquisition qu'ils en ont faite, au cours du mariage, moyennant un prix payé comptant, de la société anonyme dénommée « BOUSSAC SAINT FRERES — B.S.F. » au capital de 27 060 820 francs, ayant son siège à LILLE (Nord) 12, rue du Vieux Faubourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LILLE sous le numéro B 454 500 943, suivant acte reçu par Me GINET, notaire associé de Me MAYERE, notaire soussigné, le 18 mars 1986, dont une expédition a été publiée et enregistrée à la Conservation des Hypothèques de ROANNE, le 7 avril 1986, volume 6246, numéro 27. »

D - SYNDIC

Selon le registre national d'immatriculation des copropriétés, aucun syndic n'est enregistré.

(cf annuaire des copropriétés)

E - RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

Les renseignements d'urbanisme feront l'objet d'un dire ultérieur.

F - SERVITUDES

Néant

G - SUPERFICIE

Ainsi qu'il résulte du PV descriptif, la superficie est de 127,08m², outre les caves et garages de 70,29m²

H - DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE UNIQUE

Conformément à l'article L 271-4-1 du titre 7 du livre II du code de la construction et de l'habitation, il est annexé au présent cahier des conditions de la vente, le dossier de diagnostic technique.

(Cf. dossier de diagnostic technique ci-annexé)

I - OCCUPATION

Les biens mis en vente sont occupés par le propriétaire.

J - DROITS DE PREEMPTION OU DROITS DE SUBSTITUTION

Précisions à rappeler le cas échéant par le rédacteur du cahier des conditions de la vente si nécessaire.

- S.A.F.E.R.
- Locataires fermiers
- Locataires dans immeuble en copropriété
- Zones à périmètre sensible
- Z.I.F.
- Etc.....

Selon la loi n° 98-657 du 29 Juillet 1998 :

Article 108 :

Le titre 1^o du livre 6 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par un chapitre 6 ainsi rédigé :

Dispositions applicables en matière de saisie-immobilière du logement principal.

Article L 616 :

En cas de vente sur saisie-immobilière d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble constituant la résidence principale d'une personne qui remplit les conditions de ressources pour l'attribution d'un logement à loyer modéré, il est institué au bénéfice de la commune un droit de préemption destiné à assurer le maintien dans les lieux du saisi.

Ce droit de préemption est exercé suivant les modalités prévues par le Code de l'Urbanisme en matière de droit de préemption urbain.

En cas de vente par adjudication, lorsque cette procédure est rendue obligatoire de par la loi ou le règlement, la commune peut déléguer ce droit dans les conditions définies à l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme à un Office Public d'Habitation à Loyer Modéré ou Office Public d'Aménagement et de Construction.

Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres

établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

Annexe créée par DCN n°2008-002, AG du CNB du 12-12-2008 - Modifiée lors de l'AG du CNB des 14 et 15-09-2012, Modifiée par l'AG du CNB des 16 et 17-11-2018, DCN n° 2018-002, Publiée au JO par Décision du 13 février 2019 – JO du 7 mars 2019

Chapitre I^{er} : Dispositions générales

Article 1er – Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

Article 2 – Modalités de la vente

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

Article 3 – État de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de

mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

Article 4 – Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

Article 5 – Prémption et droits assimilés

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 6 – Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou

qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

Article 7 – Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre II : Enchères

Article 8 – Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

Article 9 – Garantie à fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 10 – Surenchère

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 11 – Réitération des enchères

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du

créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III : Vente

Article 12 – Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 13 – Désignation du séquestre

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre

les créanciers visés à l'article L.331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105% de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

Article 14 – Vente amiable sur autorisation judiciaire

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

Article 15 – Vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de

réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.

Article 16 – Paiement des frais de poursuites et des émoluments

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

Article 17 – Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente

forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 18 – Obligation solidaire des co-acquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente

Article 19 – Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au Service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

Article 20 – Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 21 – Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

Article 22 – Titres de propriété

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

Article 23 – Purge des inscriptions

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

Article 24 – Paiement provisionnel du créancier de premier rang

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de

recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

Article 25 – Distribution du prix de vente

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

Article 26 – Election de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V : Clauses spécifiques

Article 27 – Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 28 – Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

**Ainsi fait et dressé par Me Jean-Louis ROBERT
Avocat poursuivant**

A ROANNE, le

03 janvier 2024

ANNEXES PROCEDURALES

- 1. Copie Assignation à comparaître à l'audience d'orientation au débiteur**
- 2. Etat hypothécaire hors formalité et sur formalité de publication du commandement**
- 3. Procès-verbal descriptif**

ANNEXES DOCUMENTAIRES

- 1. Matrice**
- 2. Plan cadastral**
- 3. Diagnostics**
- 4. Annuaire des copropriétés**